

DISCOURS D'OUVERTURE DE SEM LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT

1^{er} avril 2008

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale ;
Monsieur le Président du Conseil Economique et Social ;
Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement ;
Monsieur les Ambassadeurs et Représentants des Organismes Internationaux
accrédités en République Centrafricaine ;
Mesdames, Messieurs les Représentant des parties politiques ;
Mesdames, Messieurs les Représentants des sociétés minières, de la Société Civile ;
Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs ;

Par le Changement intervenu le 15 mars 2003, la République Centrafricaine a entamé un processus visant à bâtir un Etat de droit, à asseoir une véritable démocratie pluraliste et à ancrer les bases d'une gestion économique saine et transparente, afin de créer les conditions optimales pour l'atteinte des objectifs de développement du millénaire et répondre aux aspirations légitimes de ses citoyens.

Conscient de l'enjeu que représente l'assainissement de tous les secteurs économiques nationaux, longtemps sous le joug d'une gabegie et de l'affairisme insolents, je n'avais pas tardé à instruire le Gouvernement à faire en amont, un diagnostic complet de ces secteurs en vue de la recherche des solutions appropriées.

C'est ainsi que furent organisés, dès le mois de juillet 2003, les Etats Généraux du Secteur minier qui ont permis de diagnostiquer les maux qui gangrèment ledit secteur, au nombre desquelles la fraude entretenue à toutes les échelles de la production minière, la contrebande, bref la mal gouvernance.

En vue de mettre fin à ces pratiques, le Gouvernement, à travers le Ministère en charge des Mines, a entrepris des démarches courageuses visant à assainir le secteur minier pour en faire un véritable pôle de développement économique.

Après le Processus de Kimberley, nous voici aujourd'hui dans le Processus de l'ITIE. Toutes ces démarches visent à garantir la transparence totale dans l'exploitation des ressources minières et pétrolières et la gestion des ressources financières qui en seront issues.

La présence si nombreuse des représentants de toutes les couches de la société à cet atelier témoigne de l'intérêt que revêtent les ressources naturelles du pays.

Mesdames et Messieurs,
Chers Compatriotes,

J'en appelle à tous, pouvoirs publics, sociétés civile et minières, Syndicats et autres, pour que, de vos débats à l'issue de ce premier atelier de lancement officiel du processus de l'ITIE, puissent sortir non seulement des recommandations dénuées de toutes passions, mais aussi des actes efficaces, qui nous permettront d'apporter une part aussi capitale à cette œuvre éminemment patriotique de Bonne Gouvernance de nos recettes minières.

Pour ma part, j'engage solennellement le Gouvernement de la République à entretenir un dialogue franc avec la société civile, les sociétés minières, et les autres acteurs du secteur minier en vue d'assurer la transparence des paiements et des revenus générés par les ressources minières de notre pays, c'est-à-dire à s'impliquer pleinement dans le processus de l'ITIE.

Quelque rude que soit la tâche, il nous faut la continuer, soutenir le processus avec persévérance et fermeté, et nous imposer l'obligation du succès, si nous voulons sauver notre pays.

Je suis convaincu que nos partenaires au développement dont je salue ici le concours précieux à la tenue du présent atelier, ne sauraient nous abandonner au milieu du fleuve.

Ils continueront, j'en suis sûr, à nous apporter tous les appuis nécessaires pour l'aboutissement du processus.

Le plaisir que je ressens en m'adressant à vous, est à la mesure de l'intérêt que mon pays accorde à l'importance de la tenue de cet événement exceptionnel sur la gestion transparente des revenus induits par nos ressources minières et pétrolières.

Je voudrais donc à cette occasion, au nom de la République Centrafricaine, vous dire combien je me réjouis de la présence nombreuse à cet atelier, des Représentants de la CEMAC, des partenaires au développement notamment la Banque Mondiale, la BAD, le PNUD, le GTZ, ainsi que les Représentants des ONG nationales.

Cet atelier qui sera consacré à la problématique de la Bonne Gestion des revenus miniers et pétroliers est l'œuvre entreprise il y a de cela quelques mois par le Gouvernement à travers le Département en charge des Mines par son adhésion au processus.

Mesdames et Messieurs,

Je ne saurai terminer sans remercier la Banque Africaine de Développement qui a mis à la disposition de la République Centrafricaine un consultant qui n'a ménagé aucun effort pour l'heureux aboutissement de cet atelier.

Chers compatriotes,

En vous souhaitant plein succès dans vos travaux, je déclare ouvert les travaux du premier atelier de lancement officiel du processus de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) en République Centrafricaine.

Je vous remercie